

**Assemblée générale**

Distr. générale
6 juillet 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-douzième session,
20-29 avril 2015**

N° 2/2015 (Éthiopie et Yémen)

**Communication adressée aux Gouvernements
le 18 septembre 2014**

Concernant Andargachew Tsige

Les Gouvernements n'ont pas répondu à la communication.

Les États sont parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques*.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Il a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du Conseil, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication aux Gouvernements.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

* L'Éthiopie a adhéré au Pacte international relatif aux droits civils et politiques le 11 juin 1993; le Yémen a adhéré au Pacte le 9 février 1987.



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire.

4. Andargachew Tsige (ou Tsege), né en Éthiopie le 9 février 1955, vit en exil au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord depuis qu'il a quitté l'Éthiopie en 1979. Il est citoyen britannique et titulaire d'un passeport portant le numéro 099283837, qui lui a été délivré le 2 décembre 2011. Il est l'un des membres fondateurs d'un parti politique éthiopien d'opposition, Ginbot 7, créé au lendemain des élections nationales tenues en Éthiopie en mai 2005. Le Gouvernement éthiopien aurait interdit Ginbot 7 et le considérerait officiellement comme une organisation terroriste.

5. Selon les informations reçues, M. Tsige a été arrêté par les autorités yéménites le 23 juin 2014, durant une escale de deux heures à l'aéroport de Sana'a, où il se trouvait en transit alors qu'il se rendait de Dubaï (Émirats arabes unis) à Asmara. Lors de son interpellation, aucun mandat d'arrêt ne lui aurait été présenté et aucun chef d'inculpation ne lui aurait été notifié.

6. La source indique que le 3 juillet 2014, l'Ambassadeur du Yémen auprès du Royaume-Uni a informé le Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni que les autorités yéménites avaient remis M. Tsige aux autorités éthiopiennes le jour de son arrestation. Le Gouvernement britannique n'avait pas été avisé à l'avance de cette extradition. Le 7 juillet 2014, l'ambassade d'Éthiopie a informé le Gouvernement du Royaume-Uni que M. Tsige était détenu en Éthiopie, sans préciser où il se trouvait.

7. Selon la source, une chaîne de télévision publique, ETV, a diffusé deux vidéos de l'interrogatoire de M. Tsige. Dans ces documents, M. Tsige, émacié et désorienté, avoue avoir commis une série d'actes terroristes, ce que la source réfute. Un expert psychiatrique britannique a étudié les vidéos et conclu à « une sérieuse détérioration de l'état mental de M. Tsige » entre la première et la deuxième vidéos, ce qui porte à croire qu'il a été torturé pendant sa détention.

8. M. Tsige avait fait l'objet d'un appel urgent conjoint (ETH 1/2005) lancé le 10 juin 2005 par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. À l'époque, les Rapporteurs spéciaux

avaient appelé l'attention du Gouvernement éthiopien sur les informations reçues concernant la détention au secret de près de 1 500 étudiants arrêtés pour avoir manifesté, la répression qui avait fait 26 morts et une centaine de blessés, ainsi que l'arrestation et le harcèlement de M. Tsige, entre autres personnes nommément désignées.

9. Selon la source, à la suite des élections parlementaires qui s'étaient tenues en Éthiopie le 15 mai 2005, M. Tsige avait été arrêté et aurait été cruellement battu lors de sa détention. Il souffrirait encore de troubles oculaires dus à ces sévices. En 2009, M. Tsige a été jugé par défaut en Éthiopie et condamné à mort pour tentative alléguée de coup d'état. Il a été jugé de nouveau par défaut en 2012 pour des accusations de terrorisme et condamné à mort.

10. La source fait valoir que la privation de liberté de M. Tsige est arbitraire et relève de la catégorie I. Selon la source, M. Tsige n'a pas été officiellement informé des accusations portées contre lui ni de toute autre raison motivant sa détention. Il est détenu au secret depuis son arrestation. En conséquence, il a été privé de liberté en l'absence de tout fondement légal depuis le moment où il a été arrêté, sans la possibilité de contester la légalité de sa détention devant une autorité judiciaire, ce qui est contraire à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 9 du Pacte.

11. La source affirme en outre que la privation de liberté de M. Tsige relève des catégories II et V. M. Tsige est détenu au motif de ses convictions politiques et pour avoir exercé ses droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion. Sa détention peut être considérée comme constituant une violation des articles 19 et 20 de la Déclaration universelle et des articles 19 et 21 du Pacte.

12. La source déclare que la privation de liberté de M. Tsige relève également de la catégorie III, puisque son droit à un procès équitable a été violé et qu'il a été privé de la possibilité d'un recours utile, ce qui est contraire aux dispositions des articles 8, 9 et 10 de la Déclaration universelle et des articles 9 et 14 du Pacte. Depuis le jour de son arrestation, M. Tsige est détenu au secret, dans un lieu de détention non officiel, et n'a pas pu entrer en communication avec sa famille ni avec un avocat. Selon la source, cinquante jours après l'arrestation de M. Tsige, un fonctionnaire de l'ambassade du Royaume-Uni à Addis-Abeba a été autorisé à s'entretenir très brièvement avec celui-ci. Mais, depuis lors, les autorités consulaires n'ont pas pu rendre visite à M. Tsige. On pense que ses aveux filmés auraient été obtenus par la torture durant sa détention. Dans la mesure où il avait été jugé et condamné par défaut, il a été privé de la possibilité d'exercer pleinement son droit de défense pour contester les accusations initialement portées contre lui.

Réponse du Gouvernement

13. Dans une lettre datée du 18 septembre 2014, le Groupe de travail a communiqué les allégations de la source aux Gouvernements éthiopien et yéménite, en leur demandant de lui faire parvenir des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. Tsige et de préciser les dispositions juridiques qui justifient son maintien en détention.

14. Malgré l'absence de réponse des Gouvernements, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention de M. Tsige conformément au paragraphe 16 de ses méthodes de travail révisées, en se fondant sur les informations qui lui ont été communiquées.

Délibération

Charge de la preuve

15. En premier lieu, le Groupe de travail rappelle sa position concernant la charge de la preuve¹. L'absence de réponse des Gouvernements est donc considérée comme une acceptation des faits exposés dans la communication. En outre, le Groupe de travail rappelle que lorsqu'il est allégué qu'une personne n'a pas bénéficié, de la part d'une autorité publique, de certaines garanties procédurales auxquelles elle avait droit, la preuve de l'inexactitude du fait négatif invoqué par le demandeur incombe à cette autorité, parce qu'elle « est en général à même de démontrer qu'elle a bien suivi les procédures appropriées et respecté les garanties exigées par la loi ... en produisant des documents qui font la preuve des actes qui ont été accomplis »². En conséquence, les faits tels qu'allégués par la source n'ayant pas été contestés, le Groupe de travail procédera à l'examen juridique de la question sur la base de ces éléments, conformément au paragraphe 16 de ses méthodes de travail.

16. Le Comité des droits de l'homme a adopté une position similaire, estimant que la charge de la preuve ne peut être laissée au seul auteur de la communication, en particulier parce que celui-ci et l'État partie n'ont pas toujours également accès aux éléments de preuve et que souvent seul l'État partie dispose des informations pertinentes³.

Arrestations et détention à l'étranger, extradition et procès de personnes soupçonnées d'actes terroristes

17. Dans sa jurisprudence, ses délibérations, ses avis, ses rapports sur les visites effectuées dans les pays et ses rapports annuels au Conseil des droits de l'homme, le Groupe de travail a examiné des questions relatives aux arrestations et à la détention à l'étranger, à l'extradition et au procès de personnes soupçonnées d'actes terroristes. Ces questions ont également été traitées dans l'étude conjointe de 2010 sur les pratiques mondiales concernant le recours à la détention secrète dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, effectuée par deux rapporteurs spéciaux et deux groupes de travail, dont le Groupe de travail sur la détention arbitraire (A/HRC/13/42).

18. Dans son rapport annuel pour 2008, le Groupe de travail a dressé une liste de principes relatifs à la privation de liberté des personnes accusées d'actes de terrorisme, principes conformes aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle et 9 et 14 du Pacte (voir le document A/HRC/10/21, par. 54).

Allégations contre le Yémen

19. Le Groupe de travail a constaté plusieurs violations du droit international en ce qui concerne la détention de M. Tsige par les autorités yéménites alors qu'il se trouvait en transit. Lors de son arrestation, les autorités en question ne lui ont pas présenté de mandat d'arrêt, ne lui ont pas notifié les chefs d'inculpation retenus contre lui ni fourni d'autres informations sur les motifs de sa détention et ne lui ont pas proposé les services d'un défenseur, en violation de l'article 9 de la Déclaration universelle et des articles 9 et 14 du Pacte.

¹ Voir l'avis n° 41/2013 (Libye), par. 27 et 28 (A/HRC/WGAD/2013/41).

² *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, Cour internationale de Justice, arrêt rendu le 30 novembre 2010, par. 55.

³ Voir par exemple les communications n° 1412/2005, *Butovenko c. Ukraine*, constatations adoptées le 19 juillet 2011, par. 7.3; n° 1297/2004, *Medjnoune c. Algérie*, constatations adoptées le 14 juillet 2004, par. 8.3; n° 139/1983, *Conteris c. Uruguay*, décision sur la recevabilité adoptée le 30 mars 1984, par. 7.2; et n° 30/1978, *Bleier c. Uruguay*, décision sur la recevabilité adoptée le 24 mars 1980, par. 13.3.

20. Après avoir arrêté M. Tsige, les autorités yéménites l'ont livré immédiatement aux autorités éthiopiennes, sans avertir le Gouvernement du Royaume-Uni qu'elles allaient extraditer ce ressortissant britannique. Le Groupe de travail note que le droit international relatif à l'extradition prévoit des procédures auxquelles les pays devraient nécessairement se conformer dans des cas comme celui à l'examen. L'arrestation et la détention au secret de M. Tsige puis son extradition constituent des violations des articles 9 et 11 de la Déclaration universelle et 9 et 12 du Pacte. Sa détention relève des catégories I et III.

Allégations contre l'Éthiopie

21. Le Groupe de travail note que M. Tsige a été arrêté et placé en détention à deux reprises. La première fois, il a été arrêté en 2005 par les autorités éthiopiennes à la suite des élections parlementaires tenues dans le pays, puis relâché ultérieurement. En 2009, M. Tsige a été jugé par défaut en Éthiopie et condamné à mort parce qu'il aurait participé à une tentative de coup d'état. Il a été de nouveau poursuivi par défaut en 2012 pour actes de terrorisme et condamné à mort. Ayant été jugé et condamné par défaut, M. Tsige a été privé de la possibilité d'exercer pleinement son droit de défense pour contester les accusations initialement portées contre lui, déni qui constitue une violation de l'article 11 de la Déclaration universelle et de l'article 14 du Pacte.

22. La deuxième fois, depuis la date de son arrestation, M. Tsige a été détenu au secret dans un lieu non officiel, sans avoir accès aux membres de sa famille, aux services consulaires ou à un avocat. Le Groupe de travail note également que la détention au secret peut constituer un moyen de pression pour contraindre une personne à avouer un crime, portant ainsi atteinte au droit pour une personne de ne pas être forcée de témoigner contre elle-même, droit que consacrent les articles 11 de la Déclaration universelle et 14 du Pacte. Dans les sections II et III de l'étude conjointe de 2010 sur les pratiques mondiales concernant le recours à la détention secrète dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, il est répété que le droit international interdit explicitement la détention secrète, car cette pratique viole un certain nombre de normes relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire auxquelles il ne saurait être dérogé en aucune circonstance. L'absence d'un conseil lors des interrogatoires menés par des agents du Gouvernement éthiopien constitue une autre violation grave au regard des articles 11 de la Déclaration universelle et 14 du Pacte.

23. En outre, le Groupe de travail estime que la source a fourni des éléments de preuve fiables concernant de possibles violences physiques et mauvais traitements qui pourraient s'apparenter à un traitement cruel, inhumain ou dégradant, ce qui justifie que des mesures appropriées soient prises, étant donné que l'interdiction d'un tel traitement constitue une norme de *jus cogens*⁴.

24. Le Groupe de travail conclut donc à des violations graves des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, bien établi en droit international, et consacré plus spécialement par les articles 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle ainsi que les articles 9 et 14 du Pacte. Ces violations, en raison de leur gravité, relèvent de la catégorie III.

25. De surcroît, le Groupe de travail constate que M. Tsige est détenu au motif de ses convictions politiques et pour avoir exercé ses droits à la liberté d'expression et de réunion. Sa détention peut donc être considérée comme constituant une violation des articles 19 et 20 de la Déclaration universelle et 19 et 21 du Pacte. La privation de liberté de M. Tsige relève de ce fait des catégories II et V.

⁴ Voir Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (*Belgique c. Sénégal*), arrêt, Recueil de la Cour internationale de Justice, 2012, p. 422, par. 99.

Avis et recommandations

26. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de M. Andargachew Tsige par le Yémen est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle et aux articles 9 et 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

La privation de liberté de M. Andargachew Tsige par l'Éthiopie est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 19 et 20 de la Déclaration universelle et aux articles 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève des catégories II, III et V des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

27. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement éthiopien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Tsige de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer M. Tsige immédiatement et à lui accorder une indemnisation adéquate.

28. En outre, conformément au paragraphe 33 a) de ses méthodes de travail révisées, le Groupe de travail considère qu'il convient de transmettre les allégations de traitement cruel, inhumain ou dégradant au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, pour qu'il y donne les suites qu'il jugera utiles.

29. Le Groupe de travail rappelle à l'Éthiopie que sa législation nationale devrait être conforme à toutes les obligations découlant du droit international, en particulier du droit international des droits de l'homme.

30. Le Groupe de travail rappelle en outre que le Conseil des droits de l'homme a demandé à tous les États de coopérer avec le Groupe de travail, de tenir compte de ses points de vue et, si nécessaire, de prendre des mesures appropriées pour remédier à la situation des personnes privées arbitrairement de leur liberté, et d'informer le Groupe de travail des mesures ainsi prises⁵.

[Adopté le 20 avril 2015]

⁵ Résolution 24/7 du Conseil des droits de l'homme, par. 3, 6 et 9.